

Aut. notifié au MTAS par lettre n° 32/CC/CP du 28/1/85

" " a la cd Zitti Eugénie par greffe le 22/1/85

" " au Président CPC par lettre n° 9/CC/CP du 14/1/87

" " au PG/PPC par lettre n° 55/CC/CP du 23/2/87

N° 8/CA du Répertoire

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

N° 80-7/CA du Greffe

COUR POPULAIRE CENTRALE

Arrêt du 13 Septembre 1984

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

ZITTI Eugénie épouse GNONHOUÉ

c/

Ministre du Travail et des
Affaires Sociales.

Vu la requête en date du 15 Juin 1980 enregistrée sous n° 185/PCS du même jour par laquelle la nommée ZITTI épouse Eugénie GNONHOUÉ, Secrétaire Dactylographe en service à la BELIP BOHE, sollicite l'annulation de la décision par laquelle le Ministre du Travail et des Affaires Sociales lui a retiré le bénéfice de son admission au concours professionnel donnant accès au cadre des personnels de Secrétaire-Adjoint de Direction;

Vu la communication faite sous n° 15/GCPC du 8 Novembre 1982 au Ministre du Travail et des Affaires Sociales pour ses observations, de la requête du 15 Juin 1980 susvisée et du mémoire ampliatif du conseil de la requérante ;

Vu la réponse du 8 Février 1983 de cette Administration enregistrée sous n° 83/168 du 14 Février 1983

Vu la consignation constatée par reçu n° 9 du 24 Octobre 1980 du Greffe ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Vu la loi 81-004 du 23 Mars 1981 portant organisation judiciaire ;

Vu le Décret 110/PCN/MTLP du 25 Avril 1960 fixant le Régime Général des Agents Temporaires de l'Administration (anciens Agents Auxiliaires et Contractuels)

Vu le Décret 71/101/CP/MEPT du 27 Mai 1971 portant organisation du Corps des Dactylographes ;

Vu l'Ordonnance n° 72-23 du 24 Juillet 1972 portant Statut Général de la Fonction Publique ;

01

Où le Président-Rapporteur en son rapport ;

Où l'Avocat Général en ses conclusions. ---

Après en avoir délibéré conformément à la loi. /

EN LA FORME

Considérant que le recours susvisé de ZITTI épouse Eugénie GNONHOUE est recevable comme ayant été formulé selon les dispositions réglementaires.

AU FOND

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la susnommée ZITTI épouse Eugénie GNONHOUE avait été admise à participer le 17 Novembre 1976 aux épreuves du concours pour le recrutement de Secrétaires-Adjoints de Direction organisé par l'arrêté ministériel n°943/MEPT/DP E/S4 du 15 Novembre 1976 du Ministre du Travail et des Affaires Sociales, précédemment Ministre de la Fonction Publique et du Travail.

Considérant que la requérante était alors dactylographe auxiliaire dont le sort était régi par le décret 110/PCM du 25 Avril 1960 relatif aux agents temporaires de l'Administration alors qu'en application de l'article 21 du décret n°71/101/PC/MEPT du 27 Mai 1971 relatif aux corps des personnels communs de bureau, seuls pouvaient être admis à concourir les fonctionnaires de l'Administration ayant accompli au moins trois ans de service effectifs dans le corps des dactylographes de l'Etat.

Considérant néanmoins que ZITTI épouse Eugénie GNONHOUE fut déclarée reçue septième sur onze et que les résultats furent proclamés par l'Administration par décision n°178/MEPT/DP E/S4 du 23 Février 1977.

Considérant cependant qu'au moment de l'intégration des candidats déclarés reçus, l'Administration refusait de nommer la demanderesse dans le corps des Secrétaires-Adjoints de Direction plus de six mois après les résultats, aux motifs que l'autorisation donnée à celle-ci de participer aux épreuves du concours procédait d'une erreur puisqu'elle n'avait pas exercé pendant au moins trois années dans le corps des dactylographes d'Etat.

Mais considérant qu'il résulte de l'article 7 alinéa 4 du décret 110/PCM du 25 Avril 1960 susvisé que "les agents temporaires ayant accompli quatre années au moins de service effectif dans une Administration peuvent être admis à subir concurremment avec les fonctionnaires les épreuves des concours professionnels sous réserve de justifier par ailleurs des conditions de qualification éventuellement fixées par le statut".

Considérant que la requérante produit une attestation

01

.../...

tion du 3 Août 1977 signée de la Directrice du Centre de Perfectionnement du Personnel des Entreprises certifiant qu'elle avait suivi avec succès les cours de perfectionnement du 27 Novembre 1967 au 13 Septembre 1968;

Qu'elle a par ailleurs joint au dossier de la procédure l'autorisation de participer aux épreuves signée du Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat et témoignant qu'elle avait une ancienneté de service de treize années comme auxiliaire.

Considérant qu'il en résulte que, contrairement à l'affirmation de l'Administration selon laquelle "il n'existe aucun texte administratif de la Fonction Publique permettant de faire droit à la requête de ZITTI", le décret susvisé et les documents y relatifs autorisaient la demande à participer valablement aux épreuves du concours de Secrétaires-Adjoints de Direction.

Mais considérant qu'à supposer que ce texte n'eût pas existé et qu'il y eût une erreur dans l'appréciation du dossier de candidature de la requérante et qu'elle eût déterminé l'inscription de ZITTI sur la liste des concurrents, l'Administration ne serait pas pour autant fondée à refuser la nomination de celle-ci plus de six mois après l'avoir proclamée reçue au concours par la décision administrative n° 178/MPT/DP E/S4 du 23 Février 1977.

Considérant en effet que ZITTI Eugénie épouse GNON-HOUSS-avait un droit acquis à être nommée Secrétaire-Adjoint de Direction dès lors que la décision proclamant l'admission aux épreuves n'avait pas été rapportée dans les délais du recours contentieux ni qu'elle fut facilitée par une faute précise invocable par l'Administration à la charge de la requérante et corroborée par les pièces du dossier.

Considérant dès lors que ZITTI Eugénie est fondée à soutenir que la décision de refus du Ministre du Travail et des Affaires Sociales de la nommer dans le corps des Secrétaires-Adjoints de Direction est entachée d'excès de pouvoir et doit être en conséquence annulée.

Considérant par ailleurs que ZITTI Eugénie sollicite de la Cour de dire qu'elle sera rétablie par l'Administration dans le corps des Secrétaires-Adjoints de Direction avec le rappel de tous les droits et avantages y attachés et ce sur la base de la Décision n° 103/MPT/DP E/S-4 du 13 Septembre 1977.

Considérant que le recours pour excès de pouvoir est un pourvoi contre une décision prétendue irrégulière.

Considérant en l'occurrence qu'il appartient à ZITTI Eugénie de saisir à la suite de la présente instance le Ministre de la Fonction Publique d'une requête tendant à la

J. C. / ... 61

reconstitution de sa carrière dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Considérant que ce n'est qu'alors, au cas où le Ministre refuserait d'y procéder, qu'elle pourrait se pourvoir contre cette décision.

Considérant qu'il échut dans ces circonstances de débouter la requérante de ce chef de la demande.

PAR CES MOTIFS:

DECIDE:

Article 1er. - Sont annulées la décision implicite de retrait de l'autorisation à concourir concernant ZITTI épouse GNONHOUE Eugénie ainsi que la décision n° 103/KEPT/ IPE/S-4 du 13 Septembre 1977 en ce qu'elle ne comporte pas le nom de ZITTI épouse GNONHOUE Eugénie.

Article 2. - Le surplus des conclusions de ZITTI épouse GNONHOUE Eugénie est rejeté.

Article 3. - Notification de la présente sera fait à ZITTI épouse GNONHOUE Eugénie ainsi qu'au Ministre du Travail et des Affaires Sociales, anciennement Ministre de la Fonction Publique et du Travail.

Article 4. - Les dépens seront à la charge du Trésor Public.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Populaire Centrale (Chambre Administrative) composée des Camarades:

Alexandre PARAISSO, Président de la Chambre Administrative, PRESIDENT;

Pierre A. ASSOGBA et Barthélémy DIDE, Juges Professionnels, CONSEILLERS;

Jean-Marie GNABOCDE et ~~XXXXXX~~ Lucien AKPOVI, Juges Populaires non Professionnels, CONSEILLERS;

Et prononcé à l'audience publique du Jeudi treize Septembre mil neuf cent quatre vingt quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence du Camarade Pierre AHLINVI COMLAN, Avocat Général de la Section Administrative, MINISTRE PUBLIC;

et de Maître Justin TOUMATOU, GREFFIER.

Et ont signé :

Le Président,

Le Greffier,

A. P A R A I S S O

J. T O U M A T O U

Visé pour timbre et Enregistrement

En date du 22-11-84

A Colson

Le Directeur de l'Enregistrement

